

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction «signalisation temporaire», interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie,

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

Vu la demande de modification de lieu d'implantation de la base de vie reçue le 13 mars 2024 des sociétés COCA ATLANTIQUE et SADE, sise 2 rue de Lorraine – 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE,

ARRÊTÉ :
DPR-2024-0252

Considérant que les sociétés COCA ATLANTIQUE et SADE (mandatées par Nantes Métropole) souhaitent modifier les lieux d'occupation du domaine public avec deux zones de base de vie, pour les travaux sur le réseau des eaux usées, sur le parking de l'avenue de la Comtesse de Noailles et sur un espace vert avenue de Fontainebleau, à Saint-Herblain,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

OBJET :
**Abrogation de l'arrêté
DPR-2024-0088 -
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
bases de vie - chantier
réseau eaux usées -
avenue de la
Comtesse de Noailles
- avenue de
Fontainebleau –
de la date de
notification du présent
arrêté au 31 mai 2024**

A R R E T E

ARTICLE 1: Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté DPR-2024-0088 du 06 février 2024.

ARTICLE 2 : De la date de notification du présent arrêté au 31 mai 2024, les sociétés COCA ATLANTIQUE et SADE (mandatées par Nantes Métropole) sont autorisées à occuper le domaine public avec une **zone de base de vie**, dans le cadre des travaux sur le réseau des eaux usées, sur le parking avenue de la Comtesse de Noailles et sur un espace vert avenue de Fontainebleau, à Saint-Herblain.

ARTICLE 3 : Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la voie précitée :

- installation de deux zones de base de vie de chantier conformément au plan joint à la demande ;
- **neutralisation des 6 places de stationnement sur le parking avenue de la Comtesse de Noailles ;**
- **neutralisation de l'espace vert avenue de Fontainebleau (à l'arrière du N°50) ;**
- mise en place de protections pour les arbres impactés par l'emprise des bases de vie ;
- stationnement **INTERDIT** aux véhicules autres que ceux du chantier ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

ARTICLE 4 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en permanence.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place par **les sociétés COCA ATLANTIQUE et SADE**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté devra être affiché sur site **48 h** avant le début des travaux, sur la zone de cloisonnement pendant toute la durée des travaux. **Un soin particulier sera apporté à la signalisation nocturne.**

ARTICLE 6 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

ARTICLE 7 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

ARTICLE 8 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 22 MARS 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu à la préfecture de Nantes le 22 mars 2024
Publié le 22 mars 2024